L'honneur des religieuses

The honour of nuns

Die Ehre der geistlichen Frauen

Sigrid Hirbodian

Traducteur : Olivier Richard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4302>

DOI : 10.4000/alsace.4302

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 131-151

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Sigrid Hirbodian, « L'honneur des religieuses », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 21 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4302> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4302>

L'honneur des religieuses

Sigrid Hirbodian

131

En 1399, l'abbesse et les sœurs du couvent de Clarisses du Marché-aux-Chevaux de Strasbourg s'adressent dans les termes suivants à l'*ammeister* de la ville :

Cher gracieux seigneur, nous vous envoyons notre humble prière et tout ce que nous pouvons faire de bien envers Dieu de tout notre cœur et notre zèle.

Nous, pauvres et affligées recluses de Dieu, vous faisons savoir avec peine que nous subissons une accusation pleine de déshonneur et de contre-vérités, selon laquelle nous aurions vécu de façon déshonorable et scandaleuse dans notre couvent, ce que nous n'avons jamais fait, par la grâce de Dieu, et est complètement faux. Si nous avions accepté le déshonneur, la honte et le vice, nous n'aurions jamais osé prendre ainsi la parole. On nous accuse en disant que beaucoup d'entre nous tombent enceintes, alors que ça n'est jamais arrivé depuis que ce couvent a été fondé ; et pour cela nous avons fait venir une femme, qui doit nous aider en la matière ; on formule à notre endroit bien des méchantes et honteuses paroles, chaque jour plus méchantes que la veille, au point que nous préférierions être mortes que vivantes, parce que cela vaudrait mieux que de souffrir ce grand déshonneur que nous n'avons pas mérité. C'est pourquoi nous vous rappelons, pour l'amour de Dieu et de ses souffrances, et de sa chère mère, pour l'honneur de toutes les femmes et pour l'honneur que Dieu vous a donné, que pauvres comme riches vous sont confiés, et vous prions de bien vouloir nous aider, pauvres recluses, pour que nous ne soyons pas si misérablement privées de notre honneur, contre Dieu et contre le droit. Si l'une d'entre nous a fait quelque chose de mal, nous en sommes désolées, mais pourquoi veut-on nous faire toutes payer ? Nous nous sommes montrées prêtes à faire tout ce qu'il est possible à des femmes de

faire. Nous en appelons donc à votre fidélité et votre zèle, et voulons prier Dieu de vous consoler et de vous assister au moment de votre dernier soupir. Que Dieu soit avec vous.

De nous, abbesse et pauvres recluses de Dieu du couvent du Marché-aux-Chevaux¹.

Les femmes prient l'*ammeister* de les aider à rétablir leur honneur — cette notion apparaît sept fois dans la courte lettre — et nient qu'il n'y ait jamais eu aucune raison de les soupçonner. Ce faisant, elles se réfèrent aux bruits qui couraient en ville, selon lesquels plusieurs d'entre elles étaient enceintes. Cela ne serait jamais arrivé dans toute l'histoire du couvent. Pour éteindre ces rumeurs, elles avaient même fait venir une femme dans leur couvent, dont le rôle était apparemment d'examiner l'état des sœurs — c'est sans doute ainsi qu'il faut comprendre l'expression « *die uns dar zu sol helfen* ». Elles admettent par ailleurs que l'une d'entre elles a fauté (*unreht geton*), mais refusent d'être tenues collectivement pour responsables, et la phrase « Si nous avions permis le déshonneur, la honte et le vice, nous n'aurions jamais osé prendre ainsi la parole » (*heten wir unere, schand und laster gewellet gestalten, wir weren zu der rede nit kumen*) peut signifier que les femmes ont elles-mêmes dénoncé la faute de leur sœur et l'ont ainsi fait connaître publiquement.

1. Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg (AVES) II, 24/8 (non daté ; xv^e siècle) : *Unser demutiges gebet und alles, das wir guts gegen Got vermugent mit begirden und ganzem flis voran, lieber gnediger herre / Wir armen betruebeten Gotz gefangen clagent uch klegelich die grosse unere und unworheit, die men uf uns leit und uns zichet, das wir unerlich und schentliche in unserm closter gelebet hant, das wir doch von den gnoden Gotz nie getotent und sich mit der worheit niemer bevinden mag. Heten wir unere, schand und laster gewellet gestalten, wir werent zu der rede nit kumen. Und zichet uns, daz unser vil mit kinde gangent, daz doch von Gotz gnoden sider daz dis closter gestiftet wart, nie geschach und dar umb, so habent wir eine fröwe zu uns herin genumen, die uns dar zu sol helfen, und vil böser schentbacher red, die men uns zu leit ie eins tages böser denne des andern, daz wir gerne und gewilleklich lieber tod den lebende werent, daz uns och weger were, denne daz wir dis gros unere, die wir doch nie verschult hant, liden süllent. Dar umbe, so bittent wir uch und ermanent uch Gottes und sins lidens und sinre lieben muoter und aller fröwen er und der eren, die Got an uch geleit het, daz uch arm und rich befohlen ist und uns armen gefangen helfen wellent, daz wir wider Got und wider daz reth nut so kleglich umbe unser er kument. Het ein unreht geton, daz uns getruelich leit ist, was will men uns daz alle lon engelten, wir hant uns doch erboten zu allem dem, daz zu sich fröwen erbierten mugent. Kerent hie zu uwer true und uwer ernst, daz wir Got bittent wellent, daz er uch an uwerm iungsten süfzen zu trost und zu helf kume. Got si mit uch. / Von uns, der eptissen und der armen Gotz gefangen des closters uf dem rossemerkte. Les mots mis en gras le sont par moi S.H.*

La protection mais aussi le rétablissement de leur honneur constituaient les deux raisons principales pour lesquelles l'abbesse et le couvent avaient décidé de se tourner vers l'*ammeister*. Or si, avec Sibylle Backmann et Hans-Jörg Künast, on comprend l'honneur comme un élément essentiel du capital social, alors sa mise en cause représente une perte de réputation sociale qui conduit finalement à une diminution de la capacité d'action et à un accès moindre aux ressources matérielles comme sociales². Dans cette perspective, il faut considérer plusieurs niveaux différents : le plan individuel, donc de chaque sœur, mais aussi celui de la communauté, c'est-à-dire du couvent, mais qu'on peut élargir à tout l'ordre des Clarisses. Enfin l'honneur peut aussi, comme on le verra, se référer aux familles d'origine des sœurs. Dans ce contexte, la mise en cause de l'honneur d'un membre d'un groupe social peut toucher l'ensemble de ce groupe. C'est pourquoi tout le groupe agissait pour rétablir son honneur, en s'efforçant de rétablir celui de la personne attaquée, ou au contraire en prenant ses distances par rapport à elle.

Je voudrais maintenant me rendre dans le Strasbourg des années 1411-1413 pour évoquer un des plus grands scandales ayant touché un couvent urbain au Moyen Âge³. Il s'agira principalement de se demander si et dans quelle mesure les femmes concernées et leur entourage ont agi comme elles l'ont fait parce que leur honneur avait été mis en cause et pour le rétablir. La lettre citée en introduction vient du couvent Sainte-Claire-du-Marché-aux-Chevaux, qui avait déjà connu en 1399 un scandale tournant autour de la chasteté des sœurs. Il n'en sera pas question ici⁴. Au lieu de cela, je porterai mon attention sur ce qui se passa dans le second couvent de Clarisses de Strasbourg, Sainte-Claire-au-Maraïs, bien mieux documenté. Les sources permettent de bien connaître ce que pensaient les femmes qui y vivaient, la composition sociale et la structure interne

2. Sibylle BACKMANN/Hans-Jörg KÜNAST: « Einführung », in EIDEM (dir.), *Ehrenkonzepte in der Frühen Neuzeit. Identitäten und Abgrenzungen*, Augsburg, 1998, p. 13-26, ici p. 15.

3. Sur cette affaire, voir déjà mon article Sigrid SCHMITT (= HIRBODIAN): « «Wilde, unzücht- und ungaistlich swestern». Straßburger Frauenkonvente im Spätmittelalter », in Sigrid SCHMITT (dir.), *Frauen und Kirche*, Stuttgart, Steiner Verlag (Mainzer Vorträge, 6), 2002, p. 71-94 ; Sigrid HIRBODIAN, « Pastors and Seducers. The Practice of the *cura monialium* in Mendicant Convents in Strasbourg », in Fiona GRIFFITHS/Julie HOTCHIN (dir.), *Partners in Spirit. Women, Men, and Religious Life in Germany 1100-1500*, Turnhout, Brepols (Medieval Women: Texts and Contexts, 24), 2014, p. 303-337.

4. Voir SCHMITT, « swestern », p. 73-74.

du couvent, ainsi que le rôle de leurs guides spirituels. Je commencerai par étudier la composition sociale du couvent et aborderai l'arrière-plan politique des événements. Il s'agira ensuite d'étudier les relations entre Franciscains et Clarisses. Je reviendrai pour finir sur le thème de l'honneur et de sa mise en cause comme raison d'agir.

Les deux couvents de Clarisses de Strasbourg, au Marais et au Marché-aux-Chevaux, s'intégraient dans une topographie sacrée qui se développa au XIII^e siècle en offrant aux femmes une large palette de formes de vie religieuse. Avec de nombreux béguinages, un chapitre de dames chanoinesses, six couvents de Dominicaines, un couvent de repenties et deux de Clarisses, les femmes issues de presque tous les groupes sociaux avaient accès à une vie religieuse⁵.

Transportons-nous donc dans le couvent de Sainte-Claire-au-Marais en 1411. Dans une « longue lettre », l'abbesse déposée Katharina Weißbrötlerin (Weißbrötelin) raconte les événements survenus dans son couvent⁶. Pendant de nombreuses années, deux sœurs avaient entretenu des relations sexuelles avec des Franciscains : Margaretha Alexandrin (Alexander) avec un frère nommé « Mentzer », et Brunhild Hüfflerin (Hüffelin) avec le provincial lui-même – c'est-à-dire le dirigeant de l'ensemble de la province franciscaine d'Allemagne du sud, dont le siège se trouvait à Strasbourg⁷. L'abbesse dit l'avoir appris par le récit

5. Voir Sigrid HIRBODIAN, « «Töchter der Stadt» oder Fremde? Geistliche Frauen im spätmittelalterlichen Straßburg zwischen Einbindung und Absonderung », *Das Markgräflerland*, 2, 2011, p. 52-70, ici p. 54-56. Sur Sainte-Claire sur le Werth voir aussi Médard BARTH, *Handbuch der elsässischen Kirchen im Mittelalter (Archives de l'Église d'Alsace, N.S. XI-XIV)*, 3 vol., Strasbourg 1960, ici vol. 3, col. 1392-1393 ; Sabine KLAPP, « Die «Äbtissinnenrechnungen» des Klosters St. Klara auf dem Werth. Alltag und Festtag einer geistlichen Frauengemeinschaft Straßburgs am Ausgang des Mittelalters », *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins (ZGO)*, 159, 2011, p. 211-248, ici p. 213-217.

6. AVES II, 40/2.

7. Il s'agit de Johannes Löw (Leonis), provincial depuis 1392, et depuis 1403 *visitor* des couvents de Clarisses de Haute-Allemagne ; voir Brigitte DEGLER-SPENGLER, « Oberdeutsche (Straßburger) Minoritenprovinz 1246/1264-1939 », in Hugo VONLANTHEN (dir.), *Der Franziskusorden. Die Franziskaner, die Klarissen und die regulierten Franziskanerterziarinnen in der Schweiz*, Bern, Francke (Helvetia Sacra, V/1), 1978, p. 42-55, ici p. 60 ; il apparaît comme réformateur dans le couvent de Clarisses de Nuremberg en 1405-1411 ; il est vrai qu'il y était forcé par l'existence d'un groupe favorable à la réforme à l'intérieur du couvent, cf. Johannes KIST, *Das Klarissenkloster in Nürnberg bis zum Beginn des 16. Jahrhunderts*, Nürnberg, 1929, p. 19-27 et surtout les annexes p. 154-162. Certains éléments donnent à penser que ce couvent se trouvait dans une situation analogue à celui de Strasbourg, notamment en ce qui concerne les visites des Frères franciscains dans le cloître des femmes, cf. *ibid.*, p. 160.

oral de plusieurs sœurs ainsi que par une lettre de la sœur Gertrud von Lampertheim. Cette dernière est jointe à la « longue lettre » ; Gertrud y décrit entre autres avoir « trouvé [Margaretha] Alexandrin allongée avec un homme sur son lit dans son ancienne cellule [...] et vu qu'il était couché sur elle et lui faisait des choses inconvenantes⁸ ».

Ainsi l'abbesse Katharina Weißbrötlerin signalait, comme l'exigeait la règle, les reproches faits aux deux femmes, Margaretha Alexandrin et Brunhild Hüfflerin, au *visitor* en charge ; mais il se trouve que c'était justement le provincial accusé dans cette affaire. Ce dernier la menaçait d'une lourde peine au cas où elle ne pourrait pas prouver la véracité de ces accusations, si bien que l'abbesse refusa de faire une déposition devant le chapitre en présence de plusieurs Franciscains et du provincial. Mais quand celui-ci, lors de la même assemblée du chapitre, exigea que l'abbesse le déclare, par une charte scellée, honorable et totalement innocent, elle refusa également de le faire. Aussi fut-elle excommuniée pour désobéissance, ainsi que toutes les femmes qui demeuraient en contact avec elle. C'est probablement à ce moment qu'on lui retira son abbatiat.

À la suite de cela, l'abbesse Katharina Weißbrötlerin rédigea (ou dicta) la « longue lettre », la déposa chez un notaire et appela sa parentèle à l'aide. Katharina Rebstöckin, une sœur qui avait été excommuniée en même temps qu'elle, en fit de même, et leurs parents obtinrent après de longues négociations avec les Franciscains qu'un accord soit conclu le 11 juin 1411 lors du chapitre provincial : l'excommunication de toutes les femmes serait levée, et aucune ne serait plus durement punie que les autres⁹. Mais peu après l'ancienne abbesse et ses alliées au couvent furent à nouveau frappées d'excommunication, qui ne fut levée que par l'intervention du général des Franciscains lui-même, lorsqu'il visita le couvent en 1412¹⁰.

Entre-temps, l'ancienne abbesse avait fait parvenir la longue lettre au Conseil de ville grâce à l'aide du bourgeois Rudolf Wahsicher. À la suite de cela, le doyen de la cathédrale, Hugelmann von Finstingen

8. AVES II, 40/2 : « [...] *habe funden ligen an dem bette in irre alten zellen by einem manne [...] und habe gesehen, das er uff ir gelegen ist und unluterliche mit ir gelebet hedt...* »

9. AVES II, 40/2 (8) (1411, 11 juin).

10. AVES II, 40/2 (14), déposition du seigneur Dietsche Kanzler ; *ibid.* (15), déposition du seigneur Johannes Yselin.

(de Fénétrange), fut chargé d'interroger les femmes dans le couvent, après quoi il fit en sorte, avec l'autorisation du pape, que Katharina Weißbrötlerin soit transférée dans un autre couvent¹¹.

Le 31 mai 1413, le Conseil fit procéder à un grand interrogatoire dans le couvent, après avoir obtenu l'autorisation du provincial¹². L'ensemble des sœurs ainsi que de nombreux autres témoins furent interrogés. Les sœurs, qui étaient jusqu'alors du côté de Katharina Weißbrötlerin, déclarèrent désormais qu'elles n'avaient connaissance que « de choses aimables et bonnes » à propos du provincial ; seules les témoins oculaires des relations entre Mentzer et Margaretha Alexandrin confirmèrent leurs propos passés. L'affaire touchant au provincial et à Brunhild Hüfflerin ne reposait en revanche, d'après l'avis unanime des femmes, que sur du ouï-dire, et était né de la jalousie et de la haine entre les sœurs.

À la suite de l'interrogatoire par le Conseil, le provincial franciscain fut solennellement déclaré lavé de tout soupçon par le légat pontifical Pierre de Cambrai¹³.

Voilà, le plus succinctement possible, le déroulé des événements de ce scandale bien connu des historiennes et historiens des ordres mendiants et de la ville de Strasbourg, notamment grâce aux quelques lignes que lui consacre le chroniqueur Jakob Twinger von Königshofen¹⁴. En revanche, les volumineux fascicules contenant les procès-verbaux des interrogatoires et des lettres, conservés aux Archives de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg n'ont quasiment pas éveillé leur intérêt, à l'exception d'un court article que j'ai moi-même publié en 2002¹⁵. Le scandale a été interprété par l'historiographie ancienne comme une manifestation du déclin moral des couvents féminins strasbourgeois et du

11. AVES II, 40/2 (17), deposition du doyen du chapitre cathédral Hugelmann von Finstingen.

12. Erlaubnis des Franziskanerprovinzials zum Verhör durch den Stadtrat, AVES X/384 (1413, Mai 16) ; Verhörprotokoll, AVES 40/2 (11, 12).

13. Konrad EUBEL, *Geschichte der oberdeutschen Minoritenprovinz*, 1. Theil, Würzburg, Bucher, 1880, p. 342 (1413, Juli 29).

14. Carl HEGEL (éd.), *Die Chroniken der oberrheinischen Städte*, vol. 2: Straßburg, Leipzig, Hirzel (Die Chroniken der deutschen Städte vom 14. Bis ins 16. Jahrhundert, 9), 1871, p. 736.

15. Sigrid SCHMITT, « swestern ».

relâchement des mœurs qui y régnaient ; l'historiographie franciscaine s'est quant à elle surtout employée à restaurer l'intégrité du provincial en présentant les déclarations des Clarisses comme diffamatoires ¹⁶.

Je voudrais cependant examiner un peu plus en avant cette affaire, dans la perspective de l'honneur des Clarisses et des possibilités qu'elles avaient de le restaurer, tout en confrontant les jugements des historiens aux sources à notre disposition. Voyons d'abord la composition du couvent de Sainte-Claire-au-Marais à cette époque ¹⁷ :

Haute noblesse

Ochsenstein, Frau von

Basse noblesse

Dundenheim, Clara von

Hohenstein, Margaretha von

Hohenstein, Heilke von

Lampertheim, Margaretha von

16. Konrad EUBEL, *Minoritenprovinz*, p. 165, juge les reproches comme « von einer Straßburger Klarissin ausgehende Diffamation seiner (c'est-à-dire du provincial) Person » et reproduit le jugement du légat qui le lavait de tout soupçon, *ibid.*, p. 342-343 ; il est largement suivi par DEGLER-SPENGLER, *Minoritenprovinz*, p. 69-70, qui prouve cependant contre lui que Löw n'avait pas été suspendu ; Rudolf SCHMITZ, *Der Zustand der süddeutschen Franziskaner-Konventualen am Ausgang des Mittelalters*, Düsseldorf, phil. Diss., 1914, p. 26-33, qualifie toutes les dépositions des sœurs en bloc de diffamations, et la personne concernée au premier chef, Brunhild Hüfflerin, de « personne fortement hystérique [...] qu'on présenterait aujourd'hui au psychiatre », *ibid.*, p. 31. Il est suivi par Francis RAPP, « Straßburg, Franziskaner-Konventualen », in *Alemanica Franciscana Antiqua*, 8, 1962, p. 1-30, ici p. 26 et IDEM, *Réforme et Réformation à Strasbourg. Église et société dans le diocèse de Strasbourg 1450-1525*, Paris, Ophrys, 1974, p. 128. Andreas RÜTHER, *Bettelorden in Stadt und Land. Die Straßburger Mendikantenkonvente und das Elsaß im Spätmittelalter*, Berlin, Duncker & Humblot (Berliner Historische Studien, 26), 1997, p. 314, décrit toute l'affaire concernant Sainte-Claire-au-Marais comme une « attaque diffamatoire » et affirme que l'abbesse Katharina Weißbrötlerin aurait été destituée « à cause de son incompétence », ce qui est très improbable au vu de son action – comme on le verra plus tard – et du fait qu'elle devint prieure du couvent de Sainte-Marguerite où elle fut transférée ; voir par ailleurs Wilhelm KOTHE, *Kirchliche Zustände Straßburgs im 14. Jahrhundert*, Freiburg i. Br., Herder, 1903, p. 101.

17. La répartition sociale des femmes peut être opérée en utilisant les ouvrages suivants : KINDLER VON KNOBLOCH, *Oberbadisches Geschlechterbuch*, 3 vol., Heidelberg, C. Winter, 1899-1919 ; IDEM, *Das goldene Buch von Straßburg*, Wien, Verlag des Verfassers, 1886 ; Jacques HATT, *Liste des Membres du Grand Sénat de Strasbourg, des Stettmeisters, des Ammeisters, des Conseils des XXI, XIII et des XV du XIII^e siècle à 1789*, Strasbourg, Mairie de Strasbourg, 1963 ; Martin ALIOU, *Gruppen an der Macht. Zünfte und Patrizier in Straßburg im 14. und 15. Jahrhundert*, Basel, Frankfurt a. M., Schwabe (Basler Beiträge zur Geschichtswissenschaft, 156a), 1988 ; Sabine VON HEUSINGER, *Die Zunft im Mittelalter. Zur Verflechtung von Politik, Wirtschaft und Gesellschaft in Straßburg*, Stuttgart, Steiner (Vierteljahrsschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, Beihefte 206), 2009 ; Bernhard Metz et Louis Schlaefli m'ont donné de précieux renseignements pour identifier certaines familles : qu'ils en soient ici vivement remerciés.

Constofler¹⁸

Edel

Hüffelin, Brunhild

Schöneck, Gertrud von
Weißbrötelin, Katharina, l'ancienne abbesse

Burger

Brunler (Brunlin), Ennelin
Dutschman, Klara
Diemeringen, Frau von
Ehenheim, Klara von
Ingelbrecht, Gertrud
Rebstock, Katharina
Rössler, Frau

Corporations de métiers (*antwercke*)

Ammeister

Boppe, Lukelin, la nouvelle abbesse
Gosse, Margaretha
Freiburger, Gerburg
Freiburger, Susanne

Familles présentes au Conseil de ville

Dumelin (Dumeler), Susanne (charpentiers)
Dumelin, Katharina (charpentiers)
Ettenheim, Gertrud von (bateliers)
Wingersheim, Nede von (drapiers)

Autres familles issues des métiers (sans présence au Conseil de ville)

Alexander, Dile

18. Le patriciat strasbourgeois, que composent ceux qu'on appelle les *Constofler*, se divise surtout au XIV^e siècle en nobles (*Edel*) et bourgeois notables (*burger*) ; cette division perd de plus en plus de son importance au XV^e siècle au vu de la perte de pouvoir des *Constofler* dans la ville, mais continue de jouer un rôle au début du siècle, voir ALIOTH, *Gruppen*, p. 185-187 ; Philippe DOLLINGER, « Patriciat noble et patriciat bourgeois à Strasbourg au XIV^e siècle », *Revue d'Alsace*, 90, 1950/52, p. 52-82.

*Alexander, Margaretha*¹⁹

Burckeler (Burckelin), Katharina

de Haguenau

Voiter, Dine, l'ancienne prieure

Ainsi, sur les 27 femmes trouvées dans les sources, une appartient à la haute noblesse, quatre à la basse noblesse, dix à des familles de *Constofler* ; douze étaient issues de la bourgeoisie des métiers, dont quatre de familles qui, avec un ou plusieurs *ammeister* ou anciens *ammeister* dans leurs rangs, exerçaient une influence considérable sur la vie urbaine.

139

Le début du XV^e siècle représente à Strasbourg une période où les familles patriciennes perdaient beaucoup de pouvoir au profit des gens de métier²⁰. L'office de l'*ammeister* était passé en 1349 aux corporations de métier²¹, qui en firent par la suite un outil de pouvoir essentiel, et qui pratiquait à l'époque qui nous intéresse une politique anti-patricienne²². La marginalisation croissante des patriciens les conduisit en 1419 à quitter la ville puis à mener contre elle ce qui fut appelé la « guerre de Dachstein », en s'alliant avec la noblesse du plat-pays et, par moments, l'évêque. Ainsi, au début du XV^e siècle, le patriciat – les *Constofler* – était de plus en plus évincé du pouvoir par les représentants des métiers au Conseil ; d'autre part, par ses intérêts économiques comme par son style de vie, il se rapprochait toujours plus de la noblesse rurale. Par ailleurs, parmi les familles des gens de métier, celles dont des membres exerçaient l'office d'*ammeister* constituèrent petit à petit un groupe à part ; certaines d'entre elles purent s'intégrer aux *Constofler* au cours du XV^e siècle.

Ainsi, à Sainte-Claire-au-Marais, les familles issues des corporations de métiers ou d'*ammeister* qui dirigeaient de plus en plus la politique urbaine étaient très bien représentées. Comment alors est-il possible que

19. Un grand merci à Bernhard Metz d'avoir repéré la source qui permet de situer la famille Alexander : 1382. Nese Alexandrin, *institrix Arg.*, donne à Sainte-Claire-au-Marais une rente de 10 marcs d'argent sis à Benfeld, qu'elle a héritée de + Erbe Spörlin, citoyen de Strasbourg (elle est *consangwinea* de Anna Spörlin), en se réservant l'usufruit pour ses trois nièces, filles de + Nikolaus Alexander, orfèvre à Strasbourg et fils de + Alexander, chanoine de Saint-Thomas, cf. AVES CH 2245.

20. ALIOTH, *Gruppen*, p. 13-21.

21. VON HEUSINGER, *Zunft*, p. 181-183 ; ALIOTH, *Gruppen*, p. 287-290.

22. ALIOTH, *Gruppen*, p. 473-476.

cette affaire devînt à ce point publique que l'honneur et la réputation des Franciscains et des sœurs furent ainsi mis en cause, bien au-delà des limites de la ville, comme l'écrit Königshofen ?

Constatons d'abord que le couvent était fort hétérogène. Les deux camps s'affrontant dans le conflit de cette époque, qui peu de temps après devait dégénérer en guerre civile, y étaient représentés : *Constofler* et familles d'*ammeister*. Il est impossible d'entrer ici dans le détail : prenons seulement l'exemple de la nouvelle abbesse, Lukelin Böppin, que le provincial nomma à la place de Katharina Weißbrötlerin. Un de ses ancêtres, Conrad Boppe, était *ammeister* en 1355, puis *altammeister* jusqu'aux années 1360²³. Les Freiburger, et justement en 1411 les Gosse appartenaient à ce groupe des *ammeister* dans le couvent²⁴. Au tournant du siècle, les *ammeister* réussirent à accélérer la perte de pouvoir des familles patriciennes de l'association des monnayeurs (*Münzerhausgenossen*) et obtinrent en 1406 que leur privilège exclusif de change de monnaies soit aboli. Mais les familles des monnayeurs, donc ceux des *Constofler* qui avaient été les victimes de la politique des *ammeister*, étaient éminemment représentées au couvent par une Rebstock, une Hüffelin, une Dutschmann, une Brunler et une von Schöneck²⁵. On peut aisément comprendre que la vie commune des sœurs, étant donné l'évolution de la politique urbaine, ne pouvait être très harmonieuse, car il existe des signes que les femmes qui entraient au couvent y importaient les positions politiques et sociales de leur famille d'origine, et qu'elles y conservaient des contacts étroits avec leurs proches²⁶.

23. ALIOTH, *Gruppen*, p. 468.

24. ALIOTH, *Gruppen*, p. 468f. Le processus d'éviction du pouvoir des monnayeurs dura de 1397 à 1406, voir les développements d'ALIOTH, *Gruppen*, p. 101-103 et *passim* ; sur l'arrière-plan, voir aussi Eva RÖDEL, « Johannes Merswin – der «bedeutendste Bankier» Straßburgs im 14. Jahrhundert? Eine Verortung », *ZGO*, 163, 2015, p. 41-85, en particulier p. 43-47 et 54-57.

25. ALIOTH, *Gruppen*, p. 104-110 et 532-537.

26. Voir Sigrid HIRBODIAN, « Dominikanerinnenreform und Familienpolitik. Die Einführung der Observanz im Kontext städtischer Sozialgeschichte », in Stephan MOSSMAN/Nigel F. PALMER/Felix HEINZER (dir.), *Schreiben und Lesen in der Stadt. Literaturbetrieb im spätmittelalterlichen Straßburg*, Berlin, Boston, De Gruyter (Kulturtopographie des alemannischen Raums, 4), 2012, p. 1-16.

Mais comment l'affaire devint-elle publique ? Pour autant que les sources nous permettent de le voir, le scandale fut d'abord maintenu dans le couvent lui-même et dans l'ordre.

Katharina Rebstöckin joua un rôle déterminant en faisant intervenir les personnes qui présentèrent l'affaire devant le Conseil et lui donnèrent ainsi une publicité. Elle faisait partie des témoins oculaires de ce qui s'était passé entre Margaretha Alexander et Mentzer et avait été excommuniée en même temps que l'ancienne abbesse Katharina Weißbrötlerin par le provincial. Elle se tourna vers son oncle, Dietsche Kanzeler, chanoine de Saint-Pierre et de Saint-Thomas, qui avec d'autres hommes fit en sorte que l'arrangement mentionné plus haut soit conclu avec les Franciscains et que l'excommunication soit levée²⁷. Le fait que les Franciscains durent accepter de transiger n'est pas étonnant, étant donné la réputation de ces messieurs.

Dietsche Kanzeler lui-même était un clerc influent. Il était le fils de Johann Kanzeler, qui, élu *ammeister* en 1380, était l'un des trois hommes les plus puissants en ville avant d'être chassé de son office en 1385²⁸. Johann était par ailleurs le beau-père de Cuntze Rebstock, responsable des finances de la cité²⁹. Les Rebstock étaient étroitement apparentés aux deux autres membres de la délégation, Gosse Burggraf et le seigneur Bock l'Ancien³⁰. Les Burggraf étaient une des familles les plus influentes politiquement du groupe des *Constofler* nobles, et les Bock, qui appartenaient au patriciat bourgeois, étaient une famille de banquiers richissimes³¹. Le quatrième du groupe, en plus des deux neveux de Katharina Rebstöckin, Hetzel et Hans Rebstock, était le chevalier Walther von Müllenheim, dont la famille avait été avec les Zorn l'une des deux puissantes de la ville au

27. AVES II, 40/2 (8).

28. ALIOTH, *Gruppen*, p. 471. Zu den drei mächtigen Ammeistern dieser Jahre gehörte übrigens auch Walter Wasicher, ein vermutlich enger Verwandter des Rudolf Wasicher, der den „langen Brief“ vor den Rat bringt, ebda.

29. ALIOTH, *Gruppen*, p. 471f. ; wir befinden uns bis in die Mitte der 1380er Jahren in einer Phase der starken Verbindung zwischen burgerlichen Constoflern und zünftigen Ammeisterfamilien, *ibid.*, p. 198 zur Verstrickung der beiden in das Geschölle Rebstock/Rosheim 1374/75.

30. ALIOTH, *Gruppen*, p. 199.

31. ALIOTH, *Gruppen*, p. 207 et p. 539 ; RÖDEL, « Johannes Merswin », p. 84.

XIV^e siècle et continuait d'exercer une influence considérable³². Certes, les Müllenheim n'étaient pas directement apparentés aux Rebstock, mais une partie d'entre eux appartenait au même poêle patricien, celui de Saint-Thomas, comme d'ailleurs les Burggraf³³. En outre, ils étaient étroitement apparentés à une autre sœur de Sainte-Claire, justement l'ancienne abbesse Katharina Weißbrötlerin³⁴. En résumé, les deux femmes excommuniées purent mobiliser un impressionnant contingent d'amis et parents qui pesèrent de toute leur influence politique pour faire lever l'excommunication de leurs parentes.

Mais l'affaire était alors toujours traitée avec la plus grande discrétion. L'arrangement qui fut conclu en présence des six hommes ne mentionne que des querelles et discordes, sans évoquer les causes du conflit.

C'est seulement quand la deuxième excommunication fut décidée que Rudolf Wahsicher présenta l'affaire au Conseil, devant lequel il fit lire la « longue lettre », dévoilant ainsi tous les détails à tout le monde. Or cela se produisit à la demande de l'abbesse Katharina Weißbrötlerin, comme elle le dit elle-même dans sa déposition : « car je t'ai prié instamment de produire la lettre et de restaurer ainsi mon honneur³⁵ ». De son point de vue, c'était donc bien ici entre autres son propre honneur qui était en jeu.

32. Helga MOSBACHER, « Kammerhandwerk, Ministerialität und Bürgertum in Straßburg », *ZGO*, 119, 1971, p. 33-173, ici p. 129-140 ; Philippe DOLLINGER, « L'Émancipation de la ville et la domination du patriciat (1200-1349) », in Georges LIVET/Francis RAPP (dir.), *Histoire de Strasbourg des origines à nos jours*, vol. 2, Strasbourg, Éditions des Dernières Nouvelles de Strasbourg, 1981, p. 37-94, ici p. 56-57 ; Emil von BORRIES, « Das Geschlecht der von Müllenheim », *ZGO*, 63, 1909, p. 445-471.

33. Ces poêles représentaient beaucoup plus que des lieux de sociabilité. Dans le cas de Strasbourg, Martin Alioth a montré qu'ils constituaient à la fois des groupements de familles, des centres de décision politiques et d'organisation du patriciat et des corporations de métiers, voir ALIOTH, *Gruppen*, p. 175-232 et *passim* ; sur le poêle de Saint-Thomas, voir en particulier p. 203, 216 et *passim* ; sur les poêles en général, cf. Gerhard FOUQUET/Matthias STEINBRINK/Gabriel ZEILINGER (dir.), *Geschlechtergesellschaften, Zunft-Trinkstuben und Bruderschaften in spätmittelalterlichen und frühneuzeitlichen Städten*, Ostfildern, Thorbecke (Stadt in der Geschichte, 30), 2003.

34. KINDLER VON KNOBLOCH, *Das Goldene Buch*, p. 407.

35. AVES II, 40/2 (3) : « *dan ich han dich flißlich gebetten, daz du die geschrift zoügest und vürbringest und min ere da mit antwurtest.* »

Mais l'appel au Conseil forçait le parti adverse à l'intérieur du couvent à agir, puisque c'était maintenant l'honneur de Brunhild Hüfflerin qui était mis en cause. Cette dernière venait d'une des plus grandes familles de Strasbourg : Reimbold Hüffelin, probablement le père de Brunhild, était l'un « des plus importants hommes politiques au début du XV^e siècle ³⁶ ». Il représentait les *Constofler* nobles au Conseil et était membre des IX « über den Krieg » (chargés de la guerre). Par ailleurs, il était vassal des seigneurs d'Ochsenstein. Or la dame d'Ochsenstein était l'un des plus importants soutiens de Brunhild à Sainte-Claire ³⁷.

Puisque le scandale devait désormais faire l'objet d'une enquête du Conseil, on chercha certainement un homme approprié, c'est-à-dire qui fût suffisamment reconnu par toutes les grandes familles de la ville pour pouvoir arbitrer et qui occupât une position assez éminente dans l'Église pour lui permettre de mener les négociations indispensables avec Rome ou les Franciscains. Le choix se porta sur le doyen du chapitre cathédral Hugelmann von Vinstingen (de Fénétrange), oncle de la dame d'Ochsenstein ³⁸. Il occupait alors, à la demande du chapitre, la fonction d'administrateur du diocèse à la place de l'évêque Wilhelm von Diest, qui était endetté jusqu'au cou.

Hugelmann mena personnellement les interrogatoires des deux partis ennemis, en présence de la nouvelle abbesse, et veilla à ce que Katharina Weißbrötlerin puisse changer de couvent, avec l'autorisation du pape. Apparemment il réussit également à convaincre les autres femmes qui s'étaient élevées contre Brunhild Hüfflerin et le provincial d'adopter une attitude plus conciliante. En effet, celles-ci dirent désormais qu'elles ne savaient rien d'autre « que d'aimable et de bon » (*nichts dann liebs und guts*) au sujet de ce dernier, ce qui est une formule typique des cautions juratoires qui mettent un terme aux plaintes pour insultes ³⁹. Les affirmations mettant en cause Margaretha Alexander furent réitérées, en revanche elles dirent ne rien savoir sur Brunhild Hüfflerin ni sur le

36. ALIOTH, *Gruppen*, p. 141.

37. *Ibid.*, p. 564.

38. Sur la famille, voir Hans-Walter HERMANN, « Finstingen », in *LexMA*, 4, 1989, col. 485. Sur Hugelmann, cf. ALIOTH, *Gruppen*, p. 37-38 et p. 475.

39. Karl Siegfried BADER, « «Wisse von ime nit anders denn liebs und guots». Zu Herkunft und Geschichte einer Abbitte-Formel », in *IDEM* (dir.), *Ausgewählte Schriften zur Rechts- und Landesgeschichte*, 2 vol., Sigmaringen, Thorbecke, 1984, p. 314-323.

provincial sinon par ouï-dire, ou indiquèrent que Brunhild elle-même qualifiait toute l'histoire de mensonge. Cette dernière s'en tirait donc avec une simple égratignure, le provincial était lavé de tout soupçon, tandis que Margaretha Alexander fut sans doute punie pour manque de chasteté (mais il n'en est pas question dans les sources, sans doute parce qu'elle n'avait pas une famille influente à ses côtés) et que Katharina Weißbrötlerin fut éloignée du couvent. Elle fut transférée au couvent de Dominicaines de Sainte-Marguerite, dont elle devint plus tard la prieure⁴⁰.

144

Retenons les choses suivantes : après que l'honneur de Brunhild Hüfflerin avait été souillé publiquement par la lecture de la « longue lettre » au Conseil, sa parentèle noble et patricienne employa tous les moyens à sa disposition pour le restaurer, et ce faisant rétablir l'honneur de toute la famille. Cela n'était possible que si le provincial était lui aussi lavé de tout soupçon. Pour l'ancienne abbesse et ses alliés, au contraire, il s'agissait en premier lieu de mener une vie honorable dans leur couvent, puis après la deuxième excommunication d'assurer le salut de leur âme et de restaurer leur propre honneur. Elles ne pouvaient l'obtenir qu'avec le soutien de leur influente parentèle.

Qu'en était-il du côté des Franciscains ?

Regardons d'un peu plus près les relations entre les Franciscains et les Clarisses, en particulier pour voir si les sources offrent la possibilité d'appréhender la réalité, au-delà de ce qu'affirme la norme que présente la règle de l'ordre. D'après la règle dite d'Urbain, qui date de 1263 et prévalait dans les deux couvents de Clarisses strasbourgeois, le provincial disposait de l'« *officium visitationis* »⁴¹. Il contrôlait donc le respect de la

40. 2 décembre 1429, Katharina Weißbrötlerin mentionnée comme prieure à Sainte-Marguerite, Archives départementales du Bas-Rhin (ADBR), H 3124, 46 ; voir aussi 8 août 1430, ADBR H 3080, 6. Sur son transfert à Sainte-Marguerite (à l'origine c'est Sainte-Agnès qui était prévu), AVES II, 40/2.

41. Sur la règle des Clarisses, Niklaus KUSTER, « San Damiano und der päpstliche Damiansorden. Die spannungsvolle Gründungsgeschichte der Klarissen im Licht der neuesten Forschung », in Paul ZAHNER (dir.), *Lebendiger Spiegel des Lichts. Klara von Assisi*, Norderstedt, Books on Demand (Grazer Franziskanische Beiträge, 2), 2013, p. 19-120 ; Maria Pia ALBERZONI, *Clare of Assisi and The Poor Sisters in the 13th Century*, St. Bonaventure/New York, Saint Bonaventure University, 2004.

règle, les mœurs et la vie économique des Clarisses dans sa province, tandis que l'accompagnement pastoral des sœurs était assuré par les Franciscains ou un confesseur issu du clergé séculier⁴².

Les reproches de l'ancienne abbesse s'adressaient presque exclusivement au provincial⁴³, qui avait selon elle abusé de la position de confiance et de pouvoir que lui conférait la règle. Ses accusations peuvent être regroupées en quatre points : 1. il aurait utilisé son droit de visitation pour s'assurer, et à d'autres, un accès libre au couvent ; 2. il abusait de son droit disciplinaire en appliquant des peines plus lourdes aux femmes qui n'avaient pas acheté sa faveur ; 3. il se serait laissé aller à favoriser certaines sœurs en échange de cadeaux ou de rapports sexuels ; 4. enfin, au lieu de soutenir l'autorité de l'abbesse prévue par la règle, il l'aurait mise en cause devant son couvent et aurait sapé l'obéissance qui lui était due.

Je ne vais développer que les deux premiers points. En ce qui concerne l'usage des visitations par le provincial, une des principales accusations était qu'il serait venu « sans doute près de cent fois » (*wohl an die hundert Mal*) au couvent, parfois accompagné d'autres frères, pour un motif futile, voire sans en donner du tout à l'abbesse. D'après ses dires, confirmés par les déclarations de deux autres femmes, les hommes se retiraient avec les sœurs dans leurs cellules⁴⁴. Si l'on suit Katharina Weißbrötlerin, la façon qu'avait le provincial de gérer les visitations se distinguait fortement de celle de ses prédécesseurs, et aurait coûté 5 livres de deniers par an au couvent ; cela est confirmé par la dame de Hohenstein, comme l'indiquent les mots du notaire Johann Werder, visiblement étonné :

Item il a dit également que la Weißbrötlerin et la Hohenstein lui ont parlé en particulier des visitations qui auraient eu lieu dans ledit couvent, au cours desquelles le provincial aurait eu un entretien particulier avec chaque femme dans une pièce où personne n'avait le droit d'entrer pendant qu'ils s'y trouvaient⁴⁵.

42. Sigrid HIRBODIAN, « Pastors and Seducers », p. 303-337.

43. Sur Johannes Löw (Leonis) voir *supra*, n. 7.

44. AVES II, 40/2.

45. AVES II, 40/2 (25) : « Item er hat auch geseit, das ime die Weißbrötlerin und die von Hohenstein sunderlich geseit habent von dem vistiren, das in dem vorgenannten closter geschehen sie, und wie der provincial ieglich frowe sunderlich hab in einer stube gevisitirt, darin nieman gedörfte kommen, die wile di dar inne was. »

En outre, lorsque le chanoine Dietsche Kantzeler, l'oncle de Katharina Rebstöckin, lui demanda pourquoi le provincial lui en voulait autant ainsi qu'aux autres excommuniées, elle lui répondit :

« Cher oncle, j'ai vu dans la grande pièce, derrière le poêle, le provincial et une femme faire des choses inconvenantes qui m'ont tant choquée que je voudrais ne les avoir jamais vues, car je n'ai rien vu de tel depuis, et que je ne savais même pas qu'on pouvait faire des choses comme ça. » Alors le seigneur Dietsche demanda à ses compagnes si c'était vrai, et elles répondirent que oui⁴⁶.

146

L'ordonnance que le Conseil émit à la suite de toute cette affaire pour réglementer les relations entre Franciscains et Clarisses présente une modification de la pratique des visitations comme indispensable : elle prévoit que la visitation n'aura plus lieu à l'intérieur du couvent, mais à la fenêtre-parloir⁴⁷.

Contentons-nous ici d'un seul exemple de l'utilisation abusive par le provincial de son pouvoir disciplinaire sur les sœurs qui étaient liées à Katharina Weißbrötlerin. Celle-ci raconte dans la « longue lettre » qu'une des sœurs, dans un accès de maladie mentale, se jeta sur les autres pour les tuer⁴⁸. Elles voulurent l'enchaîner, mais auraient eu pour cela besoin de l'aide d'hommes ; c'est pourquoi l'abbesse alla chercher le provincial pour le prier de laisser entrer dans le couvent le confesseur, l'intendant (*schaffner*) et un médecin. Mais il refusa d'accéder à cette demande. La dame de Hohenstein aurait alors crié devant toutes les femmes : « Quand il voulait faire ses cochonneries, qui lui a donné l'autorisation d'entrer⁴⁹ ? » Cela serait revenu aux oreilles du provincial, que cela aurait mis hors de lui : il aurait voulu jeter au cachot la dame de Hohenstein. Le notaire restitue la déposition de Katharina Weißbrötlerin sur cet épisode dans les termes suivants : « Alors six vieux pères franciscains vinrent à Sainte-Claire et

46. AVES II, 40/2 (39) : « *Lieber vetter, ich hab in der stuben hinder dem ofen den provincial und ein fraue liplich und unzimlich miteinander gesehen leben, das mir sere in bildet, das ich wolt, das ich es nie gesehen het, wann ich des gleichen nie me gesehen han und wuste auch nit, das man also dete. Da fragete her Dietsche ire gespielen (i. e. ihre Freundinnen), ob das also wer, da sprachen sie «jo»...* »

47. AVES II, 40/10.

48. AVES II, 40/2 (12).

49. *Do er sin snurwerg wolte triben, wer gab im do urloub, herin zu gende?*

se mirent à genoux devant le provincial pour le prier de faire grâce aux femmes ; il les laissa à genoux pendant bien une heure avant d'exaucer leur vœu⁵⁰ ». Katharina Weißbrötlerin explique dans sa longue lettre pourquoi les Franciscains intercédèrent tellement pour la dame de Hohenstein : « ils avaient peur que cette personne [= Hohenstein] ait beaucoup de parents » (*in was angest, die persone hette etliche frunt*). Ainsi, Katharina Weißbrötlerin était convaincue que les Franciscains aussi considéraient que les puissantes familles des sœurs représentaient leur principal atout pour agir.

Mais cette scène suggère bien l'impuissance des Franciscains face aux décisions de leur provincial, et fait apparaître très nettement le pouvoir sans limite qu'il exerçait dans le couvent des Clarisses. Même s'il faut se garder de croire tout ce que disent Katharina Weißbrötlerin et ses confidentes, on peut affirmer que l'abbesse était contrainte à une obéissance absolue envers un provincial même injuste. Elle résume très bien la situation en indiquant ce qu'il se serait écrié pour mettre un terme à une discussion qu'elle-même et la dame de Hohenstein auraient eu avec lui à propos de ses manquements moraux : « Même s'il avait couché avec elles toutes, qu'est-ce qu'elles voulaient bien faire ? » (*Ob er sie jach alle geminnet hette, was sie dar zu tun wolltent?*)⁵¹

Au moins, les femmes essayèrent de faire quelque chose, comme l'affaire le montre, qui fut au fond déclenchée par les sœurs elles-mêmes. Mais face au pouvoir énorme que le provincial exerçait sur elles, rares étaient celles qui osaient lui tenir tête personnellement. C'est le cas de l'ancienne abbesse, qui refusa, même sous une très grande pression, de sceller avec le sceau du couvent une lettre déclarant le provincial innocent ; ou encore de la dame de Hohenstein dans l'épisode raconté plus haut. Cette dernière eut même le courage d'exprimer son avis au général des Franciscains lui-même. Celui-ci, comme cela a été déjà dit, rendit visite au couvent en l'absence du provincial et leva l'excommunication des femmes. La dame de Lampertheim dit qu'à cette occasion il blâma

50. *Do kement zu Sant Claren fur den provincial sehs alte erber hern von den barfußen und knuweten fur den provincial barhaupt und betent in, das er den frowen gnedig were, die liesse er wol uff ein gantze stund vor ime knuwen, das er sie erhören wollte.*

51. AVES II, 40/2 (26).

vigoureusement le couvent d'avoir « révélé les vices des moines » (*das sie der vetter mensch krankheit geöffent und vurbracht het*). La dame de Hohenstein aurait alors répondu à cette occasion :

Si vous voulez vous en prendre aux vices des humains, vous devriez les chercher et combattre ailleurs que chez nous ou dans notre couvent, car nous sommes placées sous votre autorité, pour que vous prêchiez et célébriez la messe pour nous, que vous nous entendiez en confession et nous rendiez d'autres services relatifs au culte, et vous savez bien que ces choses-là, nous ne les avons pas vues faire dans les maisons de nos pères et mères, parce que nous étions trop jeunes quand nous sommes entrées dans ce couvent : le mal dont nous sommes capables, c'est vous qui nous l'avez appris⁵².

Que la femme qui avait une attitude si impavide était aussi une des plus haut placées sur l'échelle sociale n'est sûrement pas un hasard.

Mais la seule vraie chance des sœurs de se défendre contre l'arbitraire de leurs supérieurs consistait à adopter une autre stratégie, en faisant intervenir leurs puissants parents hors du couvent. Seule cette voie pouvait réussir, comme nous avons pu le voir avec l'exemple de Katharina Rebstöckin pour la levée de l'excommunication.

Résumons : dans les relations entre les Clarisses et les Franciscains aussi, c'était *in fine* le soutien de la parentèle ou la renommée de leur famille d'origine qui permettait aux femmes d'agir et de rétablir leur honneur individuel, au sein du couvent comme hors de ses murs.

Les cas de scandale touchaient à l'honneur des sœurs du couvent sur plusieurs plans : comme individus, comme rejetons de leur famille d'origine, et comme membres d'un ordre. La perte d'honneur signifiait sur tous ces plans qu'on les privait de leur réputation sociale, et finalement aussi de leur capacité à agir. C'est pourquoi recouvrer leur honneur blessé était dans cette affaire un des principaux motifs de leur action : les femmes du couvent de Sainte-Claire-du-Marché-aux-Chevaux, citées en introduction, se sentaient injustement déshonorées en public, et exigeaient

52. *So uch menschlich krankheit bestudt, so soltent ir sie anderswo suchen und triben, dann vor uns oder in unserm closter, wann wir sint uch bevolhen, das ir uns bredigen, messe lesen, bichte horen und andern Gottesdienst tun sollent, und wissent wol, das wir das an unser vetter und muter huser von unsern frauen und mutern nit gesehen hant, wann wir zu jung her in komen sint, und was wir böses können, das müßten wir von uch leren.* AVES II, 40/2 (longue lettre).

avec force que l'*ammeister* leur rende leur honneur. Quant aux sœurs de Sainte-Claire-au-Marais, elles essayèrent longtemps de traiter cette affaire délicate dans le petit cercle de leurs familles et de leurs conseillers, jusqu'à ce que la réitération de l'excommunication par le provincial oblige Katharina Weißbrötlerin à rendre public le scandale, en partie pour restaurer son propre honneur, comme elle le dit explicitement. Était-elle consciente du retentissement qu'aurait son initiative ? On peut en douter ; en tout cas, après que sa « longue lettre » avait été lue devant le Conseil, l'affaire était dans toutes les bouches et toute la ville se gaussait de ce que les Franciscains et les Clarisses faisaient à l'abri des murs de leurs couvents. C'est à ce moment qu'entra en scène Brunhild Hüffler, la principale accusée, et celle dont l'honneur était le plus souillé. Sa famille fit tout pour laver son honneur – et y parvint finalement, même s'il fallut pour cela accepter que le provincial, unanimement détesté, fût déclaré innocent de toute faute. Mais l'opinion publique ne se laissa pas si facilement contenter : « les cordeliers eurent une mauvaise réputation dans tout le pays », écrit Königshofen pour résumer l'affaire⁵³. L'honneur des Franciscains était durablement souillé, à Strasbourg et bien au-delà des limites de la ville !

Traduit de l'allemand par Olivier Richard

53. HEGEL, *Chroniken*, p. 763 : *und koment die barfuossen in einen boesen lymuot und ruof durch alles lant.*

Résumé

L'honneur des religieuses

À la lumière d'un scandale au couvent de Sainte-Claire-au-Marais à Strasbourg dans les années 1411-1413, cet article pose la question du rôle de l'honneur blessé et de sa réhabilitation dans les motivations qui ont inspiré l'action des religieuses, de leurs familles, de l'ensemble du couvent, ainsi que de l'ordre des Franciscains et des Clarisses. Après avoir présenté les événements, dans lesquels quelques Clarisses et plusieurs Franciscains (dont leur provincial Johannes Löw) ont été soupçonnés de relations sexuelles illicites, l'auteur analyse la composition sociale et la structure interne du couvent, l'arrière-plan politique de ces événements, ainsi que les relations entre Franciscains et Clarisses. Il apparaît que pour les religieuses, mais aussi pour leurs familles et pour l'ensemble du couvent, la restitution de leur honneur était un enjeu majeur. En effet, dans la société urbaine de la fin du Moyen Âge, l'honneur était la base essentielle du capital social, qui, à son tour, déterminait le pouvoir et l'influence d'une personne ou d'un groupe social. (trad. E. C.)

Zusammenfassung

Die Ehre der geistlichen Frauen

Der Aufsatz behandelt am Beispiel eines Skandals im Straßburger Klarissenkloster auf dem Werth in den Jahren 1411-13 die Frage, inwiefern die verletzte Ehre bzw. die Wiederherstellung ihrer Ehre ein Handlungsmotiv für die geistlichen Frauen, ihre Familien, den Gesamtkonvent sowie den Klarissen- bzw. Franziskanerorden war. Nach einer Schilderung der Ereignisse, in deren Verlauf einige Frauen aus dem Klarissenkloster sowie mehrere Franziskaner (unter ihnen der Franziskanerprovinzial Johannes Löw), in den Verdacht gerieten, unerlaubte sexuelle Beziehungen zueinander zu pflegen, werden die soziale Zusammensetzung und innere Struktur des Konvents, die politischen Hintergründe der Ereignisse sowie das Verhältnis zwischen Franziskanern und Klarissen untersucht. Es zeigt sich, daß die Wiederherstellung der Ehre für die einzelnen Nonnen, aber auch für deren Herkunftsfamilien sowie für den Gesamtkonvent ein maßgebliches Handlungsmotiv

darstellte. Denn die Ehre war in der städtischen Gesellschaft des späten Mittelalters die wichtigste Basis des sozialen Kapitals, das wiederum in entscheidendem Maße Handlungsmacht und Einfluß einer Person oder sozialen Gruppe begründete. (S. H.)

Summary

The honour of nuns

151

In the light of a scandal in the Strasbourg Sainte-Claire-au-Marais convent that occurred in 1411-1413, this contribution questions the role of honour that has been offended and of its rehabilitation. What arguments have motivated the reactions of nuns, of their families, of all the members of the convent and of the orders of the Franciscans and of the Poor Clare sisters? After introducing the affairs involving a few Poor Clare Sisters and several Franciscans (among them the Prior Provincial Johannes Löw), all suspected of unlawful sexual relations, the author analyses the social composition and the structure of the convent, the political background of these affairs and the relationships between Franciscans and Poor Clare Sisters. It becomes clear that for the nuns, but also for their families and for the members of the convent the rehabilitation of their honour was a key issue. As a matter of fact, in the late urban medieval society, honour was at the root of the social capital which, acutally, determined the power and the influence of a person or of a social group. (trad. P. B.).